

LE TEMPS

histoire Jeudi 17 décembre 2009

«La Suisse est née de l'Europe»

Par Sylvie Arsever

François Walter, professeur d'histoire nationale à l'Université de Genève, propose une vulgarisation intelligente du savoir historique sur un passé souvent dominé par le mythe. Pour lui, la volonté nationale n'intervient que tardivement dans une histoire souvent déterminée par le jeu des puissances européennes

On commence à le savoir: rien de particulier ne s'est passé [le 1^{er} août 1291](#), ni sur le Grütli ni ailleurs. [Le pacte exhumé en 1758](#) est sans doute antérieur de quelques années et surtout, il n'a aucun caractère fondateur. Il s'inscrit dans une longue suite d'accords de défense mutuelle courants à l'époque. Mais alors: quand tout a-t-il commencé? A un moment où les questions d'identité nationale ont repris une vigueur inattendue, la question est tout sauf académique. C'est à y répondre que s'est attelé l'historien [François Walter](#) dans cinq courts volumes très lisibles voués à suivre, du XIV^e siècle à nos jours, les progressions entrecroisées de l'histoire et du mythe.

Le Temps: peut-on continuer
à faire remonter l'histoire suisse
à 1291?

François Walter: On ne peut pas faire autrement. Il serait tentant de dire que tout a véritablement commencé [en 1848](#) seulement. Techniquement, ce serait juste: c'est à ce moment-là que les Suisses se choisissent délibérément, sous l'impulsion radicale, un destin national. Mais on ne peut pas faire fi des représentations du passé sur lesquelles se construit ce destin. Il faut donc continuer d'étudier ce passé en s'efforçant de restituer à ses acteurs la liberté de choix qui était la leur – et en écartant la fiction selon laquelle ils avaient en tête dès le début une sorte de vision prémonitoire de ce qui allait se passer au XIX^e siècle.

– Qu'avaient-ils alors en tête, disons au XIV^e siècle?

– Ils s'efforçaient, comme d'autres à la même époque, de préserver des privilèges qui les rattachaient directement à l'Empire germanique, leur épargnant d'avoir à payer des impôts à un seigneur féodal. Dans ce but, ils ont conclu entre eux une «paix territoriale» pour se concerter en cas de menace extérieure. Il faut préciser que de tels privilèges – on parlait alors de libertés – n'étaient pas exceptionnels. De nombreuses villes en bénéficiaient et certaines, comme les villes hanséatiques, se sont aussi unies pour la défense de leurs intérêts.

– Mais [les Waldstätten](#) étaient
des communautés rurales.
C'est une originalité, non?

– Qu'il faut relativiser. D'autres communautés rurales ont obtenu des privilèges similaires à la même époque, même si elles n'ont pas réussi à les préserver aussi bien. En outre, il serait faux de se représenter de simples paysans. Ceux qui ont signé les alliances étaient des notables – petits féodaux ou éleveurs à l'assise financière assez solide pour faire du commerce de bétail avec le versant sud des Alpes. Enfin, il n'y avait pas que les Waldstätten mais, très vite, des villes comme Lucerne, Zurich, puis Berne. On pourrait d'ailleurs très bien envisager la construction de l'histoire suisse à partir de ces villes et voir les trois cantons primitifs comme une sorte d'arrière-pays sur lequel elles s'appuient pour

promouvoir leurs intérêts.

– Alors l'image du peuple de bergers qui fait la nique aux puissants est fautive?

– Pas entièrement: elle va au contraire se répandre dans toute l'Europe à la fin du XIVe siècle. Mais elle naît un peu à l'insu des Suisses, comme beaucoup de choses dans leur histoire. Tout bascule à [la bataille de Sempach, en 1386](#). Je ne crois pas beaucoup à une interprétation de l'histoire qui fait la part trop belle aux batailles mais dans ce cas, on peut vraiment parler d'un tournant. A Sempach, les contingents suisses battent les troupes de Léopold III de Habsbourg. Pour les contemporains, c'est une nouvelle extraordinaire: une armée de chevaliers nobles a été défaite par des gens ordinaires, qu'on a vite fait de se représenter comme de simples paysans, qui ont osé contester l'ordre social! Pour les Suisses, c'est aussi la naissance de l'idée d'un destin privilégié: dans la représentation de l'époque, si une telle issue a été possible, c'est que Dieu l'a voulue. De là à imaginer une forme d'élection divine, il n'y a qu'un pas. Et c'est à partir de Sempach que va se construire l'image d'une Suisse avant tout paysanne. Une image qui s'affirme au XVe siècle avec la valorisation d'un serment originel prêté par les trois cantons primitifs et s'imposera de façon continue jusqu'à aujourd'hui en total décalage avec la réalité.

»Dès le début, ce qui fait la force des cantons, ce sont les compétences économiques et financières des élites urbaines, pas les bras nouveaux des paysans.

– Sur le plan politique, qu'est-ce qui caractérise les cantons confédérés dans l'Europe du début des Temps modernes?

– Leur archaïsme. Les 13 cantons qui composent la Confédération à la fin du XVe siècle (Zurich, Berne, Lucerne, Uri, Schwyz, Unterwald, Zoug, Bâle, Fribourg, Soleure, Schaffhouse, Appenzell et Glaris) restent en marge du processus de modernisation que connaissent alors les Etats européens, avec un appareil étatique réduit à sa plus simple expression: pratiquement pas d'administration, pas ou presque pas de police, pas d'armée.

– Comment est-ce possible?

– Essentiellement en raison de leur taille restreinte, qui rend superflue l'élaboration d'un appareil d'Etat important. Et sans doute aussi parce que la situation des populations placées sous leur juridiction est relativement meilleure que celle qui prévaut ailleurs – elles sont moins pressurées par l'impôt et bénéficient d'une situation de paix qui constitue un important privilège, notamment pendant toute la période de [la guerre de Trente Ans \(1618-1648\)](#).

– Les Suisses n'ont pas d'armée permanente mais fournissent des mercenaires aux puissances européennes...

– C'est un coup de génie bien dans leur manière. Ils réussissent en somme à faire former et exercer leurs soldats par les cours européennes et à se faire payer en plus. En cas de problème, on peut toujours les rappeler. Mais il y a peu de problèmes: les princes ont tout intérêt à ménager ce réservoir de soldats.

– Le service militaire à l'étranger est important dans l'histoire suisse?

– C'est d'abord un facteur d'ouverture, même s'il n'est pas isolé. On a longtemps sous-estimé les migrations non militaires, qui ont constitué un mode de vie tout à fait établi pour les habitants de certaines vallées. Les migrants partent parfois très loin mais leur activité continue d'enrichir leurs communes d'origine, où ils finissent par revenir s'établir.

»Les jeunes suisses se frottent aux usages des cours, ils voient du pays, racontent comment c'est ailleurs. Le service étranger est également, à mon avis, une cause essentielle de l'adoption de [la Réforme](#) à Zurich, Berne, Bâle, Schaffhouse et Genève. Sa suppression est au centre des revendications des réformateurs. Cela joue un rôle beaucoup plus important que les dérives de la cour pontificale de

Rome.

– Tous les cantons n'adoptent pas la Réforme. Comment font-ils pour rester ensemble?

– Essentiellement parce que les différentes lignes de clivage ne se recoupent pas. Certains cantons catholiques ont des alliances avec la France, d'autres avec l'Espagne. Les cantons protestants ont adopté le calvinisme, ce qui les retient de s'allier avec les Etats luthériens de l'Allemagne voisine – on peut même imaginer que c'est pour éviter d'être attirés dans de telles alliances qu'ils ont adopté cette position théologique.

– La Suisse indépendante naît en 1648, avec [le Traité de Westphalie](#). Encore une idée fautive?

– En partie. L'Empire n'officialisera une vraie indépendance des cantons confédérés qu'en 1803, c'est-à-dire sous l'influence de Bonaparte. A ce moment, on entérine un état de fait qui s'est installé progressivement. En 1648, les cantons sont exemptés de l'impôt et de la soumission aux tribunaux impériaux. Ce ne sont pas eux qui l'ont souhaité mais la France, qui est alors porteuse d'un nouveau concept de souveraineté qu'elle tient à opposer aux obédiences impériales. Et ils continuent à se considérer comme partie de l'Empire, à faire figurer l'aigle impérial sur leurs armoiries. Cette référence légitime les pouvoirs locaux vis-à-vis de leurs sujets et vis-à-vis des puissances étrangères. Elle disparaîtra progressivement à mesure que les liens avec l'Empire se distendront et que les patricats se créeront leur propre légitimité.

– C'est donc à la France que la Suisse doit son indépendance?

– Elle lui doit beaucoup d'autres choses. L'histoire officielle a longtemps représenté la période de [la République helvétique](#) comme une parenthèse au terme de laquelle l'ordre ancien a été restauré pour le grand bien de tous. Mais c'est une vision inexacte. En réalité, la Suisse, restée la seule région républicaine d'Europe après 1815, fait figure de menace pour l'ordre monarchique restauré. C'est d'ailleurs pour contenir cette menace que [le Congrès de Vienne](#) lui impose la neutralité.

»Bien sûr, le fait que les Suisses se sont toujours référés à des modèles républicains joue un rôle dans cette issue mais on a tout de même caressé l'idée d'un royaume d'Helvétie. C'est l'ambassadeur du tsar et celui du roi d'Angleterre qui ont fait pencher la balance dans l'autre sens. Et surtout, même s'ils reprennent en apparence les formes politiques d'avant la Révolution, les cantons ont changé.

»Des pratiques comme la séparation des pouvoirs, la démocratie représentative, la liberté de culte, la liberté économique, la publicité des actes du pouvoir ne peuvent pas être extirpées. Elles restent, plus ou moins appliquées, comme des références qui finiront par s'imposer. Et en 1848, les Radicaux réussiront ce coup médiatique extraordinaire de faire de ces valeurs démocratiques héritées de la Révolution française des valeurs nationales qu'on attribuera à une tradition remontant aux Waldstätten...

– Bien joué, finalement?

– Oui. Mais le mythe ne doit pas faire perdre l'histoire de vue. Et cette dernière nous dit que la Suisse n'est pas la réalisation plus ou moins miraculeuse d'un projet né au XIIIe siècle mais un accident de l'histoire européenne. Elle s'est développée au gré des intérêts et des équilibres européens, souvent plus de la volonté des puissances que de la sienne. Face à ces impératifs, sa politique a le plus souvent été réactive. Cela continue aujourd'hui avec l'Union européenne mais on peut se demander combien de temps cela pourra encore fonctionner...